

Premièrement, le pillage quotidien du Koweït se poursuit. Il s'agit d'une véritable campagne pour effacer les dossiers et la réalité d'un peuple souverain, membre des Nations Unies. Les deux tiers des Koweïtiens ont dû s'exiler. Beaucoup d'autres ont été tués, et ceux qui restent, dont la plupart ne sont ni riches ni privilégiés, observent la mise à sac sans scrupule de leur pays et la violation flagrante de leurs droits, à chaque jour où la paix est retardée.

Deuxièmement, le temps n'est pas sans importance pour les Iraquiens. Comme l'ont fait remarquer certains députés lors du débat de la semaine dernière, Saddam Hussein n'est pas reconnu pour sa compassion envers ses propres concitoyens. Chaque fois qu'il le pourra, il fera subir les conséquences des sanctions à ceux qui sont les plus faibles et les moins utiles à l'appareil d'État et à la machinerie de guerre. Le Canada a fait des pressions pour que la Résolution 666 des Nations Unies permette la fourniture de denrées alimentaires et de médicaments par l'entremise d'organisations internationales appropriées, par exemple la Croix-Rouge internationale. Saddam Hussein a refusé cette aide et, comme je l'ai indiqué en Chambre, les coûts en souffrances humaines des sanctions ne feront que s'alourdir avec le passage des semaines et des mois.

Troisièmement, les prix élevés du pétrole, et l'incertitude qui les entoure, pèsent lourd partout dans le monde, particulièrement en Europe centrale et en Europe de l'Est, où ils compromettent les réformes économiques fondamentales qui ont été entreprises. Mais ce sont les pays en développement, comme le Sénégal, le Zimbabwe, le Bangladesh et Sri Lanka qui sont le plus durement touchés à cause de la hausse des prix du pétrole et de la perte de revenus provenant des travailleurs nationaux employés à l'étranger.

Enfin, le Proche-Orient est la région la plus instable du monde, et celle où l'on retrouve la plus forte concentration d'armes. Un accident pourrait déclencher une tragédie. Il y a une semaine, le lancement par l'Iraq de missiles de type SCUD a déclenché une fausse alerte. Chaque jour qui passe accroît la possibilité d'un tel accident, et il est extrêmement risqué de croire que nous pouvons nous permettre d'attendre des mois et des mois dans l'espoir que les sanctions porteront fruit.

En somme, les sanctions sont nécessaires, mais elles ne suffisent pas pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés, à savoir: le retrait des troupes iraqiennes du Koweït, ainsi que la restauration de la souveraineté de ce pays et de la légitimité de son gouvernement.